

# L'Humanité Rouge



Quotidien des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72 La Source

• Manufrance-St Etienne

## QUE VA FAIRE LE MAIRE PCF ?

Avant les élections municipales, l'Union de la gauche, dirigeants du faux parti communiste en tête, menait campagne dans la ville de Saint-Étienne pour déloger Durafour de la mairie.

L'opération a réussi, non sans quelque surprise pour tous les pronostiqueurs et autres spécialistes du sondage préélectoral.

Aujourd'hui, un certain Sanguedolce, dirigeant local du PCF, est assis dans le fauteuil confortable de Durafour.

Seulement voilà les promesses électorales c'est une chose, la réalité du système capitaliste en est une autre, surtout quand on cherche à s'y faire une place.

En effet, à Saint-Étienne comme ailleurs, la crise du régime sévit et jette sur le pavé des centaines de travailleurs privés de travail.

L'entreprise «Manufrance» est de celles qui prévoient à leur tour de licencier et de se restructurer pour préserver le précieux capital de messieurs les bourgeois. Bien sûr, les travailleurs ne l'entendent pas de cette oreille, beaucoup ont même certainement voté Union de la gauche pour cela, lors des dernières élections municipales.

Mais aujourd'hui, parmi les propriétaires du capital de «Manufrance» on retrouve pour 30 % la municipalité de Saint-Étienne. Le PDG vient de démissionner, son plan de démantèlement ayant été refusé.

Aujourd'hui, le maire PCF tente de se tirer de ce mauvais pas en accusant le gouvernement et l'action passée de Durafour. Mais combien de temps pourrait-il encore entretenir des illusions sur les promesses qu'il faisait il y a quelques mois ? Les travailleurs jugeront aux actes et doivent se préparer dès maintenant à affronter leurs nouveaux patrons qui veulent faire croire qu'ils sont du côté de la classe ouvrière.



• Centre de tri de Landy (Paris)

# FLICS ET DIRIGEANTS CGT CONTRE L'OCCUPATION

Au centre de tri de Landy, la grève déclenchée mardi dernier, s'était renforcée par l'occupation décidée jeudi dans une assemblée générale regroupant ceux du matin, d'après-midi et les 18/24, syndiqués ou non : cette unité devait lever les hésitations de quelques uns qui étaient rentrés dans le mouvement.

Les revendications étaient claires : des effectifs suffisants, de meilleures conditions de travail

et l'arrêt de la répression antisyndicale.

Dans ce centre qui doit fermer et être transféré dans des conditions n'offrant pas de garanties, la direction s'était en effet lancée dans une répression antisyndicale visant à empêcher les travailleurs de s'organiser pour lutter et c'est sa chasse aux délégués organisant l'information sur le tas, sa recherche de «noms» (de meneurs) qui a déclenché le mouve-

ment.

Quelques tentatives le vendredi pour briser l'occupation s'étaient soldées par un échec, la direction faisait appel aux flics : ils étaient 150 samedi à 14 h 15 pour «évacuer» les locaux !

La grève n'en continuait pas moins, plus forte au contraire, personne ne voulait travailler sous la surveillance des flics.

Dans un tract, les travailleurs appelaient lundi matin à l'unité et à la solidarité

«contre l'offensive anti-ouvrière, avec les travailleurs de Landy» et, leur présence n'ayant rien «arrangé» pour la direction, les flics partaient à 11 h.

A l'appel des travailleurs, les dirigeants du syndicat parisien des bureaux-gares et ambulants CGT ont répondu... à leurs manières ! Qu'on en juge !

— dans les autres centres ils ont aussitôt dénié l'occupation, tout en prétendant soutenir la grève, sans

rien faire bien sûr pour qu'il y ait un quelconque soutien !

— ils ont aussi distribué lundi un tract intitulé «Non à la présence des forces de police, non aux agissements gauchistes, oui à la satisfaction des revendications».

Ils souhaitaient si fort la reprise qu'ils prétendent que la section CGT y a appelé samedi, ce qui est faux (il y a eu simplement 2 gars de la CGT qui ont repris ce jour-là).

De plus, il y dénoncent un militant CFDT (et d'autres «individus») dont la direction aurait «utilisé les agissements» et qui serait à Landy «dans un centre où toutes les conditions sont réunies pour lui permettre d'exercer ses talents de démolisseur».

Ils sont plus forts que la direction : ils les trouvent, eux, les meneurs !

Le tract se termine, bien sûr, par un appel à «poser avec force (!) les revendications et préparer dans les meilleures conditions... les actions à venir dont la journée nationale interprofessionnelle pas vue depuis 20 ans (comme dit Ségué) (Mai 68, c'était si mauvais, pour ces messieurs, qu'ils l'effacent bien vite de leur mémoire) !

Quand ils en ont eu connaissance, les gars de Landy (où il n'a pas été diffusé !) ont réagi très violemment, y compris à la CGT !

Voilà le sens des journées ou semaines d'action qu'impulsent ces dirigeants : récupérer et détourner mécontentement et volonté de lutte pour le compte de l'Union de la gauche ! Et quand les travailleurs, eux-mêmes, entrent en action, ils les isolent et font tout pour les arrêter ! A Landy, la lutte continue : elle doit être soutenue.

## Editorial

### La crise et le tiers-monde

Le «sommet économique», qui a regroupé ce week-end les chefs d'État des pays industrialisés occidentaux, s'est clos dimanche avec la publication d'un message final commun.

Sous l'apparence d'une série de «bonnes résolutions» (nous nous engageons..., nous économiserons..., nous œuvrerons) ce message laisse en fait percer l'importance qu'ont eu, durant toutes ces discussions, les deux éléments d'arrière-fond qui, «ils n'étaient pas invités, n'en étaient pas moins présents à l'esprit de chacun des participants : la crise et le tiers monde.

La crise, elle, occupe toute la première partie du texte avec une série de vœux pieux : «Notre tâche la plus urgente est de créer plus d'emplois tout en continuant à réduire l'inflation».

Alors que l'Italie bat tous les records d'inflation (plus 22 %) et de chômage (plus de 2 millions de chômeurs), que l'Angleterre la talonne de près (plus 1,72 % d'inflation en avril) et que les autres s'en sortent à peine mieux, on comprend que l'ampleur de la crise mondiale de l'impérialisme ait pu donner quelques soucis à ces messieurs.

Touchés eux aussi et ne pouvant plus se permettre de jouer les maîtres absolus, les États-Unis ont dû faire un certain nombre de concessions aux pays du second monde qui étaient présents en admettant, d'une part de discuter avec la CEE en tant que telle, d'autre part en condamnant officiellement le protectionnisme, son arme de défense traditionnelle en temps de crise et enfin en faisant, du moins partiellement, machine arrière sur le problème nucléaire.

En renonçant, de fait, à leur monopole d'exportation de centrales, les USA reconnaissent aux pays européens, notamment à la France et l'Allemagne, le droit de vendre les leurs, droit qu'ils avaient toujours nié jusqu'ici et, par contre-coup, la possibilité aux pays du tiers monde d'accéder aux sources d'énergie nucléaire.

En ce qui concerne le tiers monde, là, c'est l'ensemble des participants qui a reculé en reconnaissant implicitement la nécessité de la reprise du «dialogue Nord-Sud». Mis à part un certain nombre «d'aides» au développement, il est intéressant de retenir la décision de créer un fond commun pour la stabilisation des matières premières. La chute artificielle des prix de ces matières premières est en effet un procédé courant de l'impérialisme pour augmenter encore son pillage du tiers monde.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions, ce ne sont là que des mesures prises sous la pression des luttes des peuples et, en aucun cas, un changement de nature de l'impérialisme qui du jour au lendemain cesserait d'être exploiteur. La mise en place d'un nouvel ordre économique mondial ne peut être que le fruit de dures luttes menées par les peuples contre l'impérialisme en général, et en particulier les deux superpuissances.

Les résultats de ce sommet, concernant ces points, et également le rôle que doit jouer en direction du tiers monde un certain nombre d'organismes internationaux reflètent, y compris par leur caractère démagogique, les importantes victoires remportées par le tiers monde ces dernières années contre l'hégémonie et l'impérialisme.





• Redon (Ille-et-Vilaine)

## Les locataires interrompent un conseil d'administration de l'OPHLM

Voici un an et demi que les locataires des HLM se sont regroupés dans un Comité de quartier pour améliorer par la lutte leurs conditions de logement et de vie. Ils exigent que des travaux soient faits pour supprimer les infiltrations d'eau pendant la mauvaise saison. Ils mènent également une action contre les sociétés de chauffe qui s'engraissent sur leur dos et revendiquent notamment l'isolation des rez-de-chaussée et des derniers étages.

Face à l'attitude de l'OPHLM qui pratique la politique du silence, traite les locataires de «polémiques», le comité de quartier Bellevue-Lanrua a décidé en AG d'intervenir au conseil d'administration de l'OPHLM.

Tout fut préparé dans le secret. Le jeudi 5 mai, une dizaine de locataires sont allés à Rennes et sont entrés dans la salle où se trouvait le conseil, à la grande surprise de tous les administrateurs. Ceux-ci ont suspendu la séance mais n'ont pu sortir de la salle avant d'avoir écouté tout ce que les locataires avaient à leur dire pendant 3/4 d'heure.

Nous nous sommes particulièrement élevés contre les menaces de saisies, un locataire menacé de saisie prenant lui-même la parole. Les locataires se sont retirés avec la promesse du

président du conseil d'administration d'avoir des réponses concrètes et écrites au début de la semaine suivante et avec l'accord de principe d'une réunion locataires-conseil d'administration.

Cette démarche est apparue pour tous les locataires présents comme positive. Bien que nous ne nous fassions pas beaucoup d'illusions sur des promesses, nous constatons que c'est en nous servant les coudes, en montrant notre détermination, en menant des actions de masses et en restant toujours à l'offensive que nous pourrions obtenir que celles-ci deviennent des réalités. Les locataires de Redon en font l'expérience depuis un an et demi. Ils prendront les moyens pour que leurs revendications aboutissent.

Correspondant de Redon avec des locataires

Ekofisk :

## Deux points de vue

Celui des compagnies pétrolières ressort assez bien de la lecture des «Echos» du 6 mai. Ils se réjouissent des pertes «finaleme nt très faibles» et déclarent «elles sont de toute façon couvertes par l'assurance. La catastrophe n'aura pas d'incidence sur les résultats des exercices d'Elf-Aquitaine, Pétrofina, et Norsk Hydro». Celui des pêcheurs et du peuple c'est l'inquiétude et la colère devant cette marée noire de 4 000 km<sup>2</sup> qui risque de faire reculer les acheteurs dans l'immédiat et ensuite de nuire réellement à la reproduction de certaines espèces. Les pêcheurs de Boulogne eux-mêmes pourraient être directement touchés puisqu'ils prennent chaque année une partie de leurs prises en surface dans la zone d'Ekofisk.

### Justice

## La tâche de Peyrefitte : Faire du neuf avec du vieux

Se montrer libéral mais ferme à la fois, apparaît clairement tout en renforçant l'appareil judiciaire, c'est la mission confiée à l'académicien Peyrefitte, nouveau ministre de la Justice. «Nous avons plus de 33 000 prisonniers. Nous atteignons une limite» a-t-il constaté. Mais en même temps, il s'inquiète «La situation des effectifs des secrétaires greffiers est alarmante» et annonce l'embauche de 1 000 vacataires. Cet homme avisé va aussi créer des «conciliateurs» dont le rôle serait confié à des bénévoles. Mais il y a une chose que Peyrefitte ne pourra empêcher malgré son habileté : un rejet de plus en plus large de la justice de classe, y compris par un certain nombre de magistrats.



A propos du 1er Mai sanglant d'Istanbul

## Communiqué des revues «Aydinlik» et «Halkin Sesi»

Une semaine après le premier Mai sanglant d'Istanbul, des informations complémentaires nous sont parvenues sous la forme d'un communiqué conjoint des revues «Aydinlik» et «Halkin Sesi». Elles rectifient une erreur que nous avons reproduite : contrairement à ce que nous avons indiqué, ces deux revues n'avaient pas appelé leurs militants à défilé sous leurs banderoles dans

Le massacre du 1er Mai est un complot sanglant des Demirel (1) Turkes (2) et de la clique du 12 Mars (3). La manifestation du 1er Mai, commencée d'une façon enthousiaste et avec beaucoup d'espoir, à laquelle ont participé des milliers de personnes, s'est terminée par un complot sanglant. Plus de 30 compatriotes ont trouvé la mort et il y a des centaines de blessés. Le mouvement ouvrier et l'opposition populaire ont enregistré un net recul. Une campagne de mensonges prétend que des gens de gauche s'entredevaient et répandaient du sang. Une dense littérature anti-communiste sous le nom de la «guerre contre le maoïsme» se développe. Le massacre du 1er Mai est le plus grand complot dont le peuple de Turquie fut victime jusqu'à aujourd'hui...

Le développement des événements déroulés le jour du 1er Mai démontrent clairement les complots. Rappelons que, vers la fin de la manifestation, un groupe venant de Saracahane a voulu rentrer dans la place de Taksim mais il a été empêché par le service d'ordre de la manifestation. Dans cette atmosphère tendue, on a entendu de ce même endroit trois coups de revolver. Et presque tout de suite après, un feu de rafale a été ouvert surtout du côté de l'hôtel Intercontinental et de plusieurs autres points...

Tout cela démontre que le complot et le massacre ont été préparés d'avance et appliqués d'une façon systématique par la police elle-même.

Dans la réalisation de ce complot et le massacre du

1er Mai, certains éléments révisionnistes de la centrale DISK (4) portent une responsabilité déterminante. Ces révisionnistes ont depuis longtemps dans leur déclaration, leur tract et leur presse écrit «qu'ils donneront la leçon aux maoïstes», «qu'ils les écraseront» et même «qu'ils ont juré de boire le sang des maoïstes». Partout, ils ont lancé des menaces en disant «nous sommes très bien organisés ; nous allons faire ce qu'il leur faut ; ceux-là peuvent participer à la manifestation ; mais ceux-ci ne peuvent absolument pas». En plus ils ont créé une atmosphère favorable à toute rixe. Ils ont fait une série de provocations avant et lors de la manifestation. Bien que n'étant pas membre de la confédération DISK, «l'Association de la jeunesse progressiste» (IGD) (5) a lancé dans sa presse au nom de la DISK des menaces et des injures. Les révisionnistes ont préparé de leurs propres mains l'atmosphère du complot sanglant et ainsi ils sont devenus les principaux complices des assassins fascistes.

Les événements se sont déroulés devant les yeux des milliers de personnes. Et encore les révisionnistes parlent sans pudeur des «provocateurs maoïstes».

... Toutes leurs tâches consistent à jeter la boue sur les révolutionnaires qui dénoncent leur maître social-impérialiste et leur visage ennemi du prolétariat. Ainsi les révisionnistes, essayant de discréditer les révolutionnaires, cachent les vrais responsables du massacre, à savoir le Front nationaliste et la police.

la manifestation du premier Mai. Ils y étaient présents, avec tout le peuple travailleur, sous les banderoles des usines, des syndicats, des organisations de masse auxquels ils appartiennent. Mais une chose est bien établie par leur déclaration : la lourde responsabilité du parti révisionniste turc dans ce massacre. Nous publions ci-dessous les principaux extraits de ce communiqué.



Le massacre, place Taksim. On voit les tanks au premier plan.

Comme nous l'avons affirmé depuis le début, le complot s'annonçait très clairement. Tout le monde voyait et se doutait d'une manœuvre jouée sur le dos de la classe ouvrière, du peuple d'Istanbul et des révolutionnaires.

Malgré nos maints avertissements (Aydinlik et Halkin Sesi (6)), les trois groupes (7) venant de Saracahane et voulant pénétrer sur la place de Taksim sont effectivement tombés dans la provocation qu'a préparée le Front nationaliste et pour laquelle les révisionnistes ont créé l'atmosphère favorable. (...)

Leur objectif est clair : intimider les masses populaires ; et porter un coup sévère au mouvement révolutionnaire du prolétariat ; réprimer la lutte de masse qui progresse en ce moment préélectoral (le 5 juin 1977 auront lieu en Turquie les élections législatives anticipées) ; déclencher la guerre contre le «fantôme maoïste», propager l'anticommunisme ; empêcher la victoire du PRP (8) pour faire durer leur

regne. Ils croient qu'avec ce complot et cette tuerie, ils ont creusé un puits devant le mouvement populaire. Mais ils se trompent et en dernière analyse, ils tomberont dans le puits qu'ils ont creusé eux-mêmes...

NOTES :  
(1) Demirel : président du parti de justice, AP (extrême-droite), premier ministre actuel.  
(2) Turkes : président du parti d'action nationaliste, MHP (extrême-droite naz), ministre d'Etat.  
(3) La clique du 12 mars : les généraux fascistes pro-américains qui ont fomenté un coup d'Etat militaire le 12 mars 1971.  
(4) DISK : Confédération des syndicats des travailleurs révolutionnaires. Actuellement, la direction est assurée par une clique des «seigneurs syndicaux» révisionnistes au service du social-impérialisme russe.  
(5) IGD, la lie-colonne du social-impérialisme au sein de la jeunesse.  
(6) L'hebdomadaire Halkin Sesi dans son numéro 106 daté du 26 avril 1977 avait publié un article intitulé «Nous ne partagerons pas la responsabilité des positions qui renforcent le révisionnisme mettant en garde les trois groupes».  
(7) Il s'agit des trois journaux se réclamant faussement du marxisme-léninisme, Halkin Kurtulusu, Halkin Birigi, et Halkin Yolu.  
(8) PRP : Parti républicain du peuple, formation social-démocrate animée par M. Bülent Ecevit.

## • Portugal

Les pêcheurs du nord du Portugal accusent des chaletiers soviétiques d'opérer depuis une quinzaine de jours à l'intérieur des eaux territoriales portugaises, mettant en danger leurs bateaux de pêche et détruisant leurs filets.

Plusieurs journaux portugais rapportent samedi le témoignage de divers pêcheurs. Selon eux, environ 36 bateaux soviétiques, véritables usines sur mer, déciment les bancs de poisson et détruisent à leur passage les filets de leurs bateaux, mettant en danger leur propre vie.

Cinq bateaux portugais auraient déjà été sérieusement endommagés,

privant de travail plus de cent pêcheurs.

## • Inde

Le premier ministre indien, Morarji Desai, a clairement indiqué vendredi que l'Inde ne signerait pas le traité de non-prolifération nucléaire, tant que les pays dotés d'armement atomique ne l'abandonneraient pas.

M. Morarji Desai, qui répondait à des questions de journalistes, a notamment affirmé : «Pourquoi demande-t-on donc à certains pays de signer ce traité, alors que d'autres conserveront leurs armes ?» Le premier ministre a ajouté : «Ma liberté, n'est pas moins importante que celle des autres».

## • Colombie

L'université nationale, qui compte sept mille étudiants, devait rouvrir lundi prochain. Elle avait été fermée «à suite de violents affrontements entre étudiants et policiers, au cours desquels un étudiant avait été blessé par balle, et de nombreux véhicules de police incendiés».

L'université nationale de Bogota, la plus importante de Colombie, restera fermée jusqu'à nouvel ordre.

Trois universitaires avaient en outre été arrêtés, et l'un d'eux traduit devant un conseil de guerre.

L'Université nationale

avait déjà été fermée deux fois en 1976, à la suite de heurts entre étudiants. Un poste de police avait alors été installé à l'intérieur du périmètre de l'université, ce qui avait provoqué un mouvement de protestation quasi-général de la part des universitaires.

Le poste avait été supprimé, mais les forces de l'ordre stationnaient toujours en grand nombre aux abords du campus, entretenant le mécontentement parmi les étudiants.

Ces derniers soutiennent en outre les revendications des professeurs et des employés, qui réclament une augmentation de leurs traitements et salaires, et ont menacé de se mettre en grève prochainement.





**Accidents du travail**

**Crimes du capital**

• Sollac (Florange)

**Encore un jeune ouvrier assassiné**

Le 6 mai à 4 h 30, un jeune ouvrier de 23 ans est mort écrasé par un porte-bobine de trois tonnes. Sa femme doit accoucher dans trois semaines. La direction a tenté de faire incomber la responsabilité au pontonnier qui manœuvrait la pièce. En réalité, le matériel est défectueux et cet atelier est réputé dans l'usine pour ses cadences infernales.

D'après un ouvrier de Sollac

**Deux ouvriers tués chez Grosse**

Cela s'est passé le mercredi 4 mai. Un travailleur immigré a été électrocuté en marchant dans une flaque d'eau dans laquelle passait un câble électrique dénudé. Un deuxième ouvrier voulant porter secours a aussi été électrocuté. Les secours ne sont arrivés qu'une demi-heure plus tard la maîtrise n'ayant pas averti immédiatement. Et les familles n'ont été averties que bien plus tard.

On voit de quelle manière les patrons traitent les travailleurs dans ce chantier de l'entreprise Grosse où d'autres ouvriers ont déjà péri.

• St Pierre des Corps (37)

**Un banal accident de la route**

Un accident de la route a coûté la vie à deux ouvrières de Gault et Frémont le 4 mai dans la zone industrielle de Rochepinard. L'accident est-il dû à la fatigue ? à un excès de vitesse ? C'est peut-être ce que tenteront de prouver les « autorités ». Mais quelle est donc alors la raison de cette fatigue et du fait qu'on soit toujours à la bourre ? C'est le capitalisme qui nous oblige à traverser la ville de part en part avec chacun son auto pour aller plus vite, tant c'est vrai qu'en régime capitaliste, chaque minute c'est de l'argent en plus pour les patrons, en moins pour nous.

Quant aux transports en commun, bondés, hors de prix, inutilisables, à quoi bon en parler. Ainsi quelles que soient les raisons qui seront avancées, une chose est sûre : là encore, c'est la loi du profit qui a tué.

D'après l'article d'un lecteur

**FETE POPULAIRE**

DU JOURNAL



**le cri**

ORGANISEE PAR LES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE L'HUMANITE ROUGE

Cette fête qui se déroulera le 15 mai à Laverune à 3 km de Montpellier sera placée sous le signe de l'unité des ouvriers et des paysans pour « travailler et vivre au pays ». Chacun pourra venir en famille, rencontrer des ouvriers français et immigrés, des paysans, des jeunes, entendre et connaître les propositions des communistes marxistes-léninistes de France et de leur Parti, échanger des expériences ; tisser des liens pour le succès des luttes actuelles et à venir ; rencontrer aussi de nombreux représentants d'associations du tiers monde qui luttent pour la même cause.

**PROGRAMME**

- STAND : sur les luttes ouvrières et paysannes
- : sur les luttes de quartier
- : de la JCMIF
- : sur les luttes anti-imperialistes
- : Chine, Albanie, Cambodge
- : Librairie, journaux.
- FILMS : « La machette et le marteau » (luttes en Guadeloupe)
- : Naussac vivra.
- DIAPOS : CHINE, ALBANIE
- JEUX : Volley, boules
- DETENTE
- Pique-nique dans l'herbe sous les arbres
- Grillades (sardines, merguez)
- BUVETTE
- GARDERIE pour les enfants
- MEETING DE CLOTURE
- Ce que proposent les marxistes-léninistes de l'Humanité rouge
- TOUTE LA JOURNÉE de 10 h du matin à 20 h le soir

**4 juin : nouvelle marche contre la prison d'Arenc**

Le Collectif d'information contre la prison d'Arenc a publié dernièrement un communiqué dans lequel il déclare notamment :

Arenc, centre illégal « d'hébergement » pour travailleurs immigrés, continue d'exister malgré les nombreuses protestations qui s'élèvent depuis deux ans.

Le Collectif d'information contre la prison d'Arenc, qui s'est fixé pour buts la fermeture de cette véritable prison illégale, et l'inculpation des responsables, voit quotidiennement son action, et celle de ceux qui poursuivent les mêmes objectifs, entravées par une police et une justice partisans : la récente interdiction policière de la marche pacifique du samedi 26 mars

pour protester contre le centre d'Arenc, et les menaces de poursuites pour « diffamation » (!) à l'égard du substitut Baudot, sont là pour en témoigner.

Aujourd'hui, le collectif d'information contre la prison d'Arenc a décidé à nouveau de tenir une marche pacifique, le samedi 4 juin 1977, pour réclamer la fermeture du centre, l'inculpation des responsables, le respect des droits élémentaires des personnes.

Nous faisons appel à tous ceux qui, par leurs précédentes prises de position en faveur du respect des libertés individuelles, et des droits démocratiques, ont montré qu'ils ne pouvaient tolérer une telle atteinte à ces principes fondamentaux.

**En bref...**

**Doumeng à l'Elysée**

Si l'on en croit « Le Point », le milliardaire du PCF, Doumeng a rencontré dernièrement et à deux reprises, le secrétaire général de la présidence de la république, Poncet. Doumeng était envoyé par le bureau politique du PCF. De quoi ont-ils bien pu parler ? Quand M. Doumeng s'occupe de quelque chose, il s'agit en général d'affaires ! et plus précisément de marchés avec l'URSS.

**Bateaux de guerre russes à Cherbourg**

L'ambassade d'URSS en France a annoncé que deux navires de guerre feront une visite de « courtoisie » au port de Cherbourg du 24 au 29 mai.

Ainsi non seulement le gouvernement français tolère sans réagir que des navires soviétiques se livrent à l'espionnage à proximité des côtes bretonnes, comme il y a peu de temps, mais il invite les sociaux-imperialistes à venir se pavaner. La « courtoisie » n'a pas de limites !

**Le PS divisé**

Il y a déjà longtemps que les rangs du PS sont l'objet d'une division entre sa majorité regroupée autour de Mitterrand et sa minorité regroupée dans le CERES. Mais, cette division prend aujourd'hui une importance grandissante alors que se rapproche l'éventualité de la participation du PS au pouvoir.

Il est clair en effet qu'un PS divisé se trouverait alors dans une position inconfortable, notamment dans ses rapports avec le PCF. Cette question sera au cœur du prochain congrès du PS qui aura lieu à Nantes.

Le CERES, qui se veut l'aile « gauche » du PS, est organisé comme un véritable parti qui sein du PS, avec ses propres dirigeants, ses conférences de presse, etc. Il avait obtenu 25 % des voix lors du précédent congrès du PS. Sur le plan politique, il se caractérise par une volonté de collaboration plus

étroite encore aujourd'hui avec le PCF.

Depuis quelques temps, Mitterrand a entrepris de tenter de faire rentrer le CERES dans le rang. Le week-end dernier, la majorité et le CERES n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur un texte commun pour le congrès.

La motion présentée par Mitterrand indiquait notamment « aucun courant de pensée ne peut disposer de locaux et de moyens financiers qui lui soient propres, prélever des cotisations sur nos adhérents, organiser en-dehors du parti, sans son accord, réunions, stages et séminaires, émettre des positions publiques différentes de celles dont le parti a souverainement tranché dans ses assises régulières. » Le CERES a évidemment refusé ces conditions signifiant sabotage.

Des questions qui reviennent à l'actualité dans les mois qui viennent.

**nouvelles intérieures**

**«les ambassadeurs» un film à voir et à faire voir**

Un film sur les travailleurs immigrés qui montre leurs conditions de vie, leur exploitation, et leur prise de conscience, c'est fort rare.

Au moment où le pouvoir essaie de reporter les conséquences de la crise sur les travailleurs, et principalement sur les travailleurs immigrés, le film de Naceur Ktari, tourné à la «Goutte d'or», est une cinglante riposte à la campagne raciste.

Il faut voir ce film et y amener ses amis, ses collègues de travail.

Il dépeint fidèlement la vie des travailleurs immigrés, le départ du pays avec les promesses plus ou moins démagogiques, l'arrivée en France et la réalité, les portes qui se ferment parce qu'on est Arabe ou Noir, que ce soit pour une chambre ou un travail, les travaux les plus pénibles et les plus sales, l'affrontement avec le racisme des nostalgiques de l'Algérie française, les ratonnades, les rafles, la répression policière.

Et, malgré tout cela, l'espoir de retourner au pays. Mais ce film n'est pas un film pleurnichard, il est aussi un appel à la lutte et à l'unité des travailleurs.

Cela, les critiques ne le disent pas. Ils oublient les conclusions auxquelles les

travailleurs arrivent. En effet, les travailleurs prennent conscience de l'inactivité de leurs représentants, ils ne se laissent pas tromper par les réformistes, le travailleur immigré n'a que faire de la proposition de responsable PCF-CGT de prendre la carte. Celui-ci essaie de vanter les mérites de son parti pendant la guerre d'Algérie. A ce propos, les réactions de la salle sont la manifestation d'une prise de conscience de la nature des dirigeants du PCF.

Ce que les critiques bourgeoises passent sous silence, c'est la conclusion à laquelle arrivent les travailleurs : seuls on ne peut rien, c'est par la lutte solidaire de tous contre le racisme que celui-ci sera écrasé. Ce sont les images des manifestations révolutionnaires de ces dernières années contre la circulaire Fontanet, contre les crimes racistes, pour l'égalité des droits, de soutien aux peuples du tiers monde et notamment palestinien. La dernière image montre les travailleurs immigrés manifestant devant un commissariat.

Ce film est un appel à la lutte. Il faut soutenir sa diffusion qui est évidemment restreinte et s'en servir comme d'une arme dans notre lutte et celle de nos frères immigrés.

**Nouveau suicide de chômeur**

Après le suicide d'un chômeur de Lille, et la tentative de suicide de Mme Denglos à Paris dans le 9e, c'est un jeune chômeur immigré de nationalité mauricienne qui s'est donné la mort.

Il s'est jeté par la fenêtre de sa chambre dans le 18e arrondissement à Paris. Il était au chômage depuis plusieurs mois et avait plusieurs personnes à sa charge.

M. Sohambur, faisait partie des 10 000 chômeurs inscrits dans le 18e arrondissement, dont plus de 30 % d'immigrés et 50 % de femmes.

Des chômeurs comme lui passent tous les jours des heures entières à l'ANPE, désespérant de trouver un emploi. De tels actes qui se multiplient sont la manifestation de la situation intolérable qui est faite au million et demi de chômeurs dont seulement 520 000 touchent des indemnités.

**Les mauvais coups d'Haby**

Dans une interview qu'il a accordée à «l'Aurore», Haby annonce de nouvelles mesures destinées à renforcer la répression, dans les lycées notamment.

On sait que jusqu'à maintenant, l'inscription dans les lycées s'effectuait en fonction du lieu d'habitation. Haby voudrait désormais changer cela.

«Je comprends parfaitement», déclare-t-il, que si certains établissements imposent des contraintes idéologiques ou morales inadmissibles, ces familles demandent que leur enfant fréquente un autre établissement. Autrement dit, les parents seront encouragés à refuser l'inscription de leurs enfants dans les lycées ayant «mauvaise réputation», c'est-à-dire là où les jeunes et certains enseignants combattent l'école du capital.

L'objectif est ainsi d'encourager la répression dans ces lycées de la part des provinciaux par crainte que leurs effectifs ne soient réduits.





## • Congrès de l'UL-CFDT de St-Nazaire Des questions importantes

Ce Congrès s'est tenu dans une situation de l'emploi grave :

Un travailleur sur huit est au chômage, des milliers de « suppressions d'emploi » sont annoncées, dans la navale, et aux chantiers de St Nazaire, 2 000 travailleurs de la mécanique sont touchés par le chômage partiel : 26 jours d'ici septembre...

Le rapport fut suivi de nombreuses interventions sur la Sécurité sociale, le problème des femmes salariées, les augmentations uniformes (silence du rapport sur ce point) la question des cadres, etc.

Sur les luttes, on parla de celle des neuf salariés (sur 14) de Pluidor à Savenay, en grève depuis le 8 mars pour diverses revendications et le maintien de leur emploi : un comité de soutien s'est constitué.

Sur la résolution générale et la venue de la gauche au pouvoir, des amendements du SGEN hostiles au soutien à l'Union de la gauche recueillent un nombre de voix non négligeable et furent rejetés par certains syndicats (métaux par exemple) surtout pour n'avoir pas été présentés à temps et donc discutés par les sections.

Il y eut quelques silences significatifs : sur la « chasse aux sorcières », ou sur l'occupation du superpétrolier « Bel-lamy » en décembre...

Il y eut aussi des amendements demandant plus de responsabilité pour les sections, pour la représentation du collectif chômeurs au conseil de l'UL, également repoussés, mais témoignant comme les précédents de la lutte de ligne qui se développe.

## • Exciting (Laval) 4e semaine d'occupation

Depuis le 14 avril les 110 ouvrières d'Exciting (bonneterie-lingerie de haute-couture) mènent leur première grève et occupent l'usine.

Les ouvrières se battent contre leur bas salaire et pour les revendications suivantes : 13e mois, prime d'ancienneté, amélioration des conditions de travail...

La détermination est grande (ex : les portes de l'usine ont été soudées pour empêcher les chefs de sortir la marchandise).

La lutte permet de briser l'isolement de chacune ce qui est important dans cette boîte où l'encadrement surabondant (un chef pour quatre ou cinq ouvrières) visait surtout à diviser les travailleuses.

Dimanche 8 mai, à l'appel de la section syndicale CGT (créée en décembre 1976) un méchoui de solidarité a regroupé les ouvrières et des travailleurs lavallois impressionnés par la détermination des filles. La lutte continue jusqu'à satisfaction totale des revendications.

Correspondant Laval

## • Voiron ville morte Pour enterrer la lutte des J.B.M. !

Jean-Baptiste Martin : la municipalité et les dirigeants syndicaux tenaient à en faire une question bien locale, qu'ils « contrôlent bien » et qui serve bien la publicité pour le Programme commun (c'est le rôle assigné au Comité de soutien qu'ils ont mis en place !)

En fait de journée, cela se passait de 2 H à 4 H, au meeting il y avait un cercueil sur l'estrade (c'était bien un enterrement !) et les JBM présents au premier rang parmi environ 500 personnes ont entendu de grands discours : représentants de la CFDT, CGT, FO, CIDUNATI et le député maire de Voiron.

« Produire pour la France n'intéresse pas nos industriels », « Nos usines doivent tourner à plein »... On le voit, ce qui les intéresse, c'est une « bonne » gestion du système : la leur !

D'après correspondant HR avec des travailleurs et des lycéens.

## • Le Mans Grève chez Bonnet

Depuis le 4 mai à l'appel de la section CFDT, 42 ouvrières sur 109 sont en grève pour 2 000 F minimum, le 13e mois.

Dans cette usine, qui fabrique des chaussures le patron paie à la tête du client. Certaines ouvrières anciennes de 20 ans sont moins payées que certaines plus jeunes. Le patron qui paraît-il fait des cadeaux (c'est lui que le dit) paie ses ouvrières de 1 500 F à 1 800 F. Les ouvrières - car la main d'œuvre est surtout féminine - jeunes et anciennes sont unies dans la lutte et appellent au soutien financier des autres travailleurs.

Correspondant HR

## Journées d'action Soutenir les revendications immédiates Intensifier la lutte politique

Suite à l'appel lancé dans l'HR du 5 mai, nous avons reçu un certain nombre de correspondances concernant la dernière « journée d'action » du 28 avril. « L'Humanité » révisionniste du 9 mai titre « Ensemble cette fois » pour la prochaine journée bidon de tous les secteurs dont la date n'est pas encore fixée à l'heure où nous écrivons.

Il est dit, notamment : « La journée du 28 avril organisée dans le secteur public par la CGT et la CFDT, aura servi de tremplin à cette nouvelle grève, la quatrième action nationale en sept mois. Sa réussite a galvanisé les énergies ».

Non seulement cela n'a pas « galvanisé » les travailleurs, mais au contraire, des sections CFDT qui jusque là se pliaient aux directives nationales (tout en dénonçant les grèves bidons) s'y sont opposés. Un exemple, celui de la section SGEN-CFDT du LTE de Béthune :

*Afin de se solidariser avec les ouvriers en lutte et montrer sa détermination à s'allier avec la classe ouvrière, la section avait décidé de ne pas faire grève et de verser intégralement une journée de salaire augmenté d'un don de solidarité.*

*« Cette collecte (1 300 F) sera principalement versée aux ouvriers de « Benoto », en grève depuis décembre et victimes d'une attaque d'un commando fasciste il y a quelques semaines. D'autres sections du secteur ont décidé de suivre cet exemple.*

A NICE, le SGEN-CFDT de l'Académie de Nice a pris position contre les journées de grève de 24 H, à une écrasante majorité, les sections de base consultées ont condamné ce type d'action. Ce qui a été mis en avant, ce sont des formes de lutte efficaces : profiter de cette journée pour mobiliser adhérents et militants pour occuper le CES du Luc (dans le Var) afin de protester contre le licenciement de trois surveillants et exiger leur réintégration.

Le succès de cette mobilisation à laquelle ont participé plusieurs dizaines d'enseignants et autres personnels de l'Éducation nationale, dont certains étaient venus de plus de 100 km, montre l'aspiration de ces travailleurs à d'autres formes d'action.

Sur le plan purement revendicatif, cette action a donné lieu à des articles dans la presse locale, ce qui

ne doit pas arranger les affaires du recteur qui a déjà été contraint de réintégrer cinq surveillants sur les huit licenciés.

A noter que lors de la manif à Nice, les travailleurs les plus combattifs étaient ceux des PTT - Centres de tri, qui scandaient à plusieurs reprises « Union, action, révolution » en réponse aux slogans révisionnistes.

A NANTES, des syndiqués au SGEN et au SNES ont fait un texte qu'ils ont affichés dénonçant « la stratégie des syndicats et partis de gauche liés au Programme commun » et concluant : « Tout ceci aboutit à transformer les syndiqués en une masse de manœuvre. Cette manipulation est une véritable entreprise de perversion du principe même de la grève, moyen privilégié de lutte des travailleurs. »

AUJOURD'HUI, dans les PTT, la marmite est en train de bouillir, les dirigeants révisionnistes voudraient bien se servir de la « semaine d'action PTT » du 9 au 14 mai pour canaliser le profond mécontentement. L'exemple du tri de Landy (Paris 18e) risque de faire tâche d'huile.

Dans les télécommunications (à Paris), la CGT s'oppose à toute action de plus d'une journée (limitée au seul 17 mai). Dans tous les centres, se tiennent des AG et des réunions inter-syndicales pour discuter de l'action. Il y a des grèves locales dans certains bureaux-gares.

Le 17 mai également, c'est la journée métallurgie, qui devrait « préparer » elle aussi celle de (tous les secteurs) fin mai début juin. Comment se prépare-t-elle ? Avec quels objectifs ? Nous ne le savons pas encore et nous avons besoin de vos informations.

Mais sur les difficultés croissantes posées à la classe ouvrière par le plan Barre, il est indispensable d'imposer l'action sur de justes positions de classe : en combattant partout la politique réactionnaire du pouvoir et du patronat ; la politique de récupération de ces autres ennemis camouflés sous le masque de « gauche », qui font tout pour empêcher le développement d'un vaste mouvement de classe et de masse.

Tout en défendant les revendications immédiates des travailleurs, intensifions la lutte politique contre le capitalisme et le révisionnisme !

## Mouvement dans les grands magasins (Paris) Grève à la FNAC-Etoile

Les employés de la FNAC-Etoile sont en grève depuis samedi 7 mai. Le mouvement est parti du stock le vendredi après-midi, suite au refus catégorique de la direction devant leur juste revendication : 200 F d'augmentation pour tous.

Ce secteur est le plus pénible du magasin, les conditions de travail s'y dégradent de plus en plus.

C'est pourquoi, ces employés qui travaillent constamment en sous-sol en ont ras-le-bol et ont décidé de passer à l'action.

Ils ont commencé par débrayer, puis ils continuent leur mouvement. En solidarité avec les employés du stock, les sections CFDT et CGT ont décidé de convoquer le personnel en assemblée générale le samedi 7 mai.

A l'issue de l'assemblée générale, la grève fut votée par la majorité du personnel pour : 200 F pour tous, salaire d'embauche à 2 200 F, 36 h par semaine (contrat d'embauche initial à Étoile), carte orange payée par le patron, salle de repos qu'il a supprimé depuis plus de 6 mois ; prime de vacances à 1 100 F.

La direction générale a-

vait « dépêché » un de ses représentants qui a tenté de prendre la parole mais sans succès.

C'est un grand pas en avant à la FNAC où, pour la première fois, les travailleurs ont refusé le piège du climat paternaliste. Une délégation représentative des divers services - syndiqués et non syndiqués - fut reçue par la direction et se heurta à des « non » catégoriques.

Les grévistes se rendirent dans les magasins du Châtelet et de Montparnasse pour populariser leur lutte déclencher un mouvement plus large, tandis que des tracts étaient distribués aux clients ainsi qu'un appel aux non-grévistes.

Des assemblées générales auront lieu mardi matin dans les 3 magasins.

Voilà les « arguments » percutants de la direction :

l'entreprise est soumise au plan Barre et si nous vous donnons satisfaction, vous nous attirerez les foudres du gouvernement ! Ce chantage n'est pas acceptable par les travailleurs qui, eux, sont les véritables victimes de ce plan. Ils en ont marre de supporter les crises du système capitaliste. Seule la lutte paiera.

Une employée marxiste léniniste de la FNAC

## Grèves dans le groupe Alsthom

Différents mouvements de grève sont en cours dans le groupe Alsthom (une des principales filiales du trust CGE, avec la CIT-Alcatel et les Câbles de Lyon), dont plusieurs filiales sont touchées :

- La Savoisiennaise à St-Ouen où les débrayages continuent parfois avec les autres filiales qui sont au même endroit : la CGEE, les Signaux). Les débrayages sont envisagés aux « Savoisiennaise » d'Aix-les-bains et Frontenex.

- Alsthom à Nice et à Toulouse (grève totale).

- Fulmen (CGEE) à Auxerre, depuis le 22 avril,

pour les salaires et les conditions de travail.

- CGEE à Vitry, où vient d'être obtenu un premier recul de la direction sur les salaires.

- A l'Alsthom-Provins ont été acquis successivement : Tout d'abord le 28 avril, 2 % d'augmentation de salaire (rappel à partir du 1er janvier), 1,6 % au 1er avril, augmentation des primes de panier et de déplacement ; et comme ça ne faisait pas le compte, ils ont recommencé la grève et obtenu 1 % de plus pour le salaire mensuel.

- EVR (CGE) Aubervilliers : rappelons que le trust



CGE, c'est 130 000 travailleurs et que le Programme commun prévoit de le nationaliser. Travailleurs de la CGE, unissons-nous pour nos revendications, comptons sur nos luttes !